

## L'aide doit être mieux ciblée pour atteindre les OMD

Alors qu'il reste moins de dix ans pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et que la lutte contre la pauvreté progresse sensiblement, de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie du Sud, ont pris du retard dans la réalisation de leurs objectifs de développement humain. C'est ce qui ressort du troisième *Rapport de suivi mondial* annuel publié en avril. Ce rapport, établi par le FMI et la Banque mondiale pour suivre la réalisation des OMD, insiste sur la croissance économique, l'augmentation quantitative et qualitative de l'aide, les réformes commerciales et l'amélioration de la gouvernance en tant qu'éléments indispensables pour atteindre les objectifs mondiaux.

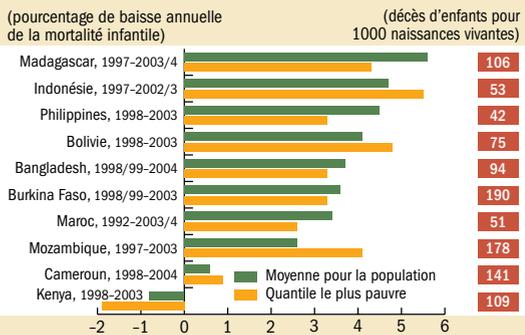
Les 8 OMD, qui consistent notamment à diminuer de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour et à améliorer la santé et l'éducation, ont été approuvés par 189 dirigeants mondiaux en 2000.

année de maladies curables. Tous ces décès pourraient être évités par des traitements simples et peu coûteux. On estime que 34 seulement des 143 pays en développement sont en passe de réduire de moitié le nombre d'enfants dont le poids est insuffisant. Pourtant, dans certains pays, on observe des signes concrets de progrès sensibles sur le plan du développement humain depuis la fin des années 90. Pour que cette tendance se poursuive, il faudra que les bailleurs de fonds maintiennent leur aide et que la gouvernance soit améliorée de manière à accroître la qualité des services et à responsabiliser davantage ceux qui les fournissent.

Le rapport met aussi en évidence le rôle d'une bonne gouvernance. La gouvernance du secteur public y est définie comme la manière dont le gouvernement d'un pays reçoit et exerce l'autorité de gérer les biens et les services publics. La bonne gouvernance exige bien plus que de simples compétences techniques et des capacités organisationnelles dans le secteur public. Elle suppose aussi des règles et des attentes claires, la transparence de l'information pour permettre le contrôle des résultats, ainsi que des incitations et des mécanismes d'application qui récompensent la réussite et pénalisent l'échec. De nouveaux investissements sont nécessaires pour suivre certains aspects de la gouvernance tels que la gestion des finances publiques, les pratiques de passation de marchés et les institutions garantissant l'équilibre entre pouvoirs et contre-pouvoirs.

### Baisse de la mortalité infantile

Grâce à l'augmentation des dépenses de santé, la mortalité infantile a reculé dans 9 des 10 pays en développement étudiés.



Selon le rapport, la croissance s'est accélérée depuis 2000 dans les pays en développement à revenu intermédiaire et à faible revenu, ce qui a permis une nouvelle réduction de la pauvreté. La croissance du revenu global observée entre 2000 et 2005 indique un recul sensible de la pauvreté, peut-être de l'ordre de 10 %. Mais les progrès ont été inégaux, puisqu'ils concernent surtout l'Asie de l'Est et du Sud. La pauvreté a aussi un peu diminué dans quelques pays d'Afrique, mais, dans la plupart des pays de ce continent et dans certains pays d'Amérique latine, elle a stagné ou s'est aggravée.

La baisse de la mortalité infantile constatée dans 9 des 10 pays en développement étudiés (voir graphique) ainsi que les progrès rapides de la scolarisation primaire et la réduction des taux d'infection par le VIH/sida dans plusieurs d'entre eux indiquent que la forte croissance économique, appuyée par de meilleures politiques dans les pays en développement et par l'augmentation de l'aide, produit des résultats dans certains pays. Quant aux objectifs de développement humain, le rapport souligne que de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie du Sud, ont pris trop de retard. Plus de 10 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque

### Une année décisive

L'année 2005 a été une année décisive en ce sens qu'elle a vu une augmentation considérable des engagements d'aide et de l'allègement de dette en faveur des pays à faible revenu. Les donateurs ont annoncé le décaissement de plus de 50 milliards de dollars d'aide supplémentaire jusqu'à 2010, dont un doublement de l'aide en faveur de l'Afrique. Une nouvelle initiative multilatérale va éliminer environ 50 milliards de dollars de dettes et réduire ainsi de 1 milliard de dollars environ par an le service de la dette des pays pauvres très endettés. Pourtant, d'après le rapport, ces engagements d'aide pourraient être remis en question par l'effort de réduction des déficits dans les pays donateurs. «Bien que l'allègement de dette soit censé être une aide supplémentaire, il peut être considéré comme concourant à la réalisation de l'objectif d'aide. De plus, même si ces engagements sont respectés, rien ne dit que les donateurs tiendront leurs promesses d'améliorer la qualité de l'aide, disent les auteurs du rapport. L'histoire récente laisse prévoir de grandes difficultés : l'aide reste mal coordonnée, imprévisible, largement réservée à des projets spéciaux et souvent accordée à des pays ou à des fins qui ne sont pas prioritaires pour la réalisation des OMD.»

«L'aide doit être plus prévisible, moins fragmentée, plus étroitement liée aux besoins des pays et ciblée sur les usages les plus productifs pour faire progresser la réalisation des OMD», déclare Mark Sundberg, principal auteur du rapport. «Il faut pour cela autoriser les bénéficiaires de l'aide à utiliser celle-ci pour couvrir leurs dépenses courantes, y compris les salaires des enseignants et du personnel de santé, afin d'accélérer la réalisation des objectifs concernant la scolarisation primaire, la mortalité infantile et maternelle et le VIH/sida.»

## Attention à vos données

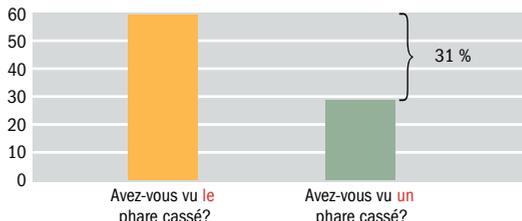
Plus souvent qu'on ne le croit, les données utilisées par les économistes sont tirées d'enquêtes. Outre les variables sur les institutions, les services publics et la corruption, même les statistiques objectives sur des éléments tels que l'inflation, le PIB, les salaires et les impôts proviennent souvent d'enquêtes, surtout dans les pays en développement. Par conséquent, si les économistes veulent éviter les erreurs de mesure, ils devraient faire attention à la manière dont les données sont relevées et à ce qu'elles représentent vraiment, affirme Giuseppe Iarossi dans son nouveau livre *The Power of Survey Design*. En outre, lorsqu'une même variable utilisée dans l'analyse provient de sources différentes, il est bon de tenir compte des différences de méthodologie pour ne pas tirer des conclusions erronées.

Nous savons que les enquêteurs recueillent des données en posant des questions. Nous savons aussi que la manière dont la question est formulée influence la réponse. Mais ce que nous ne savons pas vraiment, c'est dans quelle mesure. Nous pensons (et, peut-être, espérons) que cet effet est faible, mais est-ce bien sûr? Il y a trente ans, on a montré à un groupe d'étudiants un petit film représentant un accident entre deux voitures. On les a ensuite répartis en deux groupes, en demandant au premier «Avez-vous vu le phare cassé?» et au second «Avez-vous vu un phare cassé?». Ce simple changement d'article a produit un écart étonnant de 31 % entre les réponses positives des deux groupes.

### Un seul mot suffit ...

... à influencer sensiblement les réponses.

(pourcentage de réponses positives)



Source : Loftus, E.F., and G. Zanni, 1975, «Eyewitness Testimony: The Influence of the Wording of a Question», *Bulletin of the Psychonomic Society*, Vol. 5, No.1, p. 86-88.

Nombre d'études ont montré qu'il y avait diverses manières, souvent trop subtiles pour être détectées, d'influencer les personnes interrogées. Vous devinez sans doute que l'utilisation du terme «incitations financières» ou «subventions» produira des résultats différents. Mais pensez-vous que l'ordre dans lequel différentes options sont présentées à la personne interrogée puisse influencer sa réponse? Probablement pas, mais vous avez tort.

Quelle que soit la formulation de la question, les méthodes d'enquête qui peuvent influencer les données recueillies, par exemple le recours ou non à un fonctionnaire pour poser les questions, le fait de lire les questions aux personnes interrogées au lieu de leur donner par écrit, sont des «effets fixes» connus qui, s'ils ne sont pas pris en compte, risquent de fausser les résultats.

## La hausse du pétrole relance la bioénergie



Avec la hausse du pétrole, les biocarburants ont le vent en poupe. Ce chauffeur philippin se sert d'un additif diesel à base d'huile de coco.

Selon la FAO, la flambée des cours du pétrole et l'accentuation des contraintes environnementales incitent de plus en plus à délaissier les combustibles fossiles au profit des sources bioénergétiques renouvelables telles que la canne à sucre ou les graines de tournesol.

«L'abandon progressif du pétrole a commencé. D'ici quinze à vingt ans, les biocarburants pourraient couvrir jusqu'à 25 % des besoins énergétiques mondiaux», déclarait en avril Alexander Müller, Sous-Directeur général au Département du développement durable de la FAO. Si l'institution s'intéresse à la bioénergie, c'est en raison de l'effet positif que les cultures énergétiques devraient avoir sur les économies rurales et de l'occasion qu'elle offre aux pays de diversifier leurs sources d'énergie.

«À tout le moins, cela pourrait donner un nouveau souffle aux produits de base comme le sucre, dont les cours mondiaux se sont effondrés», observe Gustavo Best, Coordonnateur principal de la FAO pour l'énergie.

## Événements prévus en 2006

9-13 juin, Vancouver, Canada

Troisième Forum urbain mondial

3-5 juillet, Genève, Suisse

Réunion de haut niveau du Conseil économique et social des Nations Unies

15-17 juillet, Saint-Petersbourg, Russie

Sommet du Groupe des Huit

27 août-1<sup>er</sup> septembre, Davos, Suisse

Conférence internationale sur la prévention des catastrophes

19-20 septembre, Singapour

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

## Écrivez-nous!

Adressez votre courrier à [fanddletters@imf.org](mailto:fanddletters@imf.org) ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.). La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.